Jodoigne, le 23 Septembre 2025

Madame, Monsieur,

Je me permets d'attirer votre attention sur une situation extrêmement préoccupante concernant mon fils Lorian Céréssia, élève inscrit à l'école secondaire Escalpade à Limal.

En raison de sa situation de handicap, Lorian bénéficie du droit au transport scolaire.

Lors de l'introduction de la demande de transport, il m'a été proposé un horaire de ramassage totalement inadapté : un départ initialement fixé à 5h52 du matin à Jodoigne, récemment reformulé à 5h35, avec un trajet de plus de 3 heures pour rejoindre l'école. Cela signifie concrètement que Lorian devrait se lever à 4h50 chaque jour afin d'être prêt à temps. Le retour dure encore environ 1h30. Soit un temps total passé dans le bus qui tourne autour des 4h30 / 5h.

Ces horaires et cette durée de trajet sont inacceptables pour tout enfant, et le sont d'autant plus pour un enfant porteur de handicap. Un tel rythme met directement en péril son bien-être, sa santé et ses capacités d'apprentissage. À ce stade, il ne s'agit plus d'un soutien, mais d'un facteur d'épuisement et de décrochage.

Au-delà de l'impact sur Lorian, cette organisation génère des conséquences insoutenables dans ma vie de parent puisque les horaires proposés par l'établissement scolaire ne sont pas compatibles avec un horaire classique de travail à temps plein. En effet, la garderie de l'école ouvre à 8h et ferme à 16h20. Ces horaires sont totalement incompatibles avec une activité professionnelle normale.

À moins de travailler juste à côté de l'école, il est matériellement impossible de concilier vie familiale et vie professionnelle.

Dans mon cas, cela m'oblige à jongler avec des contraintes intenables, qui mettent en danger ma stabilité professionnelle et financière, alors que je dois continuer à assumer les besoins de ma famille.

J'aimerais également rappeler que, pour les parents d'enfants inscrits dans l'enseignement spécialisé, le choix de l'école est extrêmement limité. Nous devons nous adapter à l'offre disponible, souvent éloignée du domicile. Le transport scolaire spécialisé existe précisément pour compenser cette contrainte structurelle. Or, dans les conditions actuelles, il échoue à remplir sa mission.

Sur le plan juridique, je tiens à rappeler que la Belgique a ratifié la Convention internationale des droits de l'enfant (article 3), qui impose que l'intérêt supérieur de l'enfant prime dans toutes les décisions qui le concernent.

Le principe d'égalité d'accès à l'enseignement doit également être garanti : si le trajet devient inhumainement long, l'accès à l'éducation cesse d'être effectif. Enfin, le droit à l'inclusion ne peut être respecté si les conditions de transport excluent de facto l'enfant par fatigue, absentéisme ou décrochage.

Je sollicite donc une réévaluation urgente du circuit et des horaires proposés pour Lorian mais aussi pour tous les autres enfants qui subiraient pareilles conditions, afin de garantir un transport raisonnable, respectueux de leur bien-être et compatible avec la réalité quotidienne de parents qui doivent continuer à travailler à temps plein.

Dans l'attente d'une réponse rapide et d'une solution concrète, je vous remercie de l'attention portée à ma demande et reste à disposition pour tout échange constructif.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Olivier Céréssia